



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le 11 MAR 2003

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Travail suivi par : Monsieur BARTOLINI
04 91 15 63 89.
IN
003-28//180-2002 A

ARRÊTÉ

portant des prescriptions complémentaires
relatives à la remise en état de la décharge
de déchets industriels
d'ENSUES-LA-REDONNE,
au lieu-dit "La Plaine"

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement et notamment le Titre I^{er} de son Livre V en ses articles L.511-1 et suivants,

VU le Code Civil, en ses articles 606, 913, 913-1, 917 et 1097 notamment,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral du 26 Septembre 1964 autorisant l'exploitation de la décharge des déchets industriels à ENSUES-LA-REDONNE, au lieu-dit "La Plaine",

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 13 Novembre 2002,

.../...

VU les courriers de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 26 Novembre 2001 et 25 Mars 2002 adressés à Monsieur Fabrice BONDIL et du 25 Mars 2002 adressé à Madame Marie-Paule BONDIL,

VU les observations en date du 11 Décembre 2002 de l'Avocat de Monsieur Fabrice BONDIL,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 12 Décembre 2002,

VU les observations transmises par l'avocat de Monsieur Fabrice BONDIL en date du 26 Février 2003,

VU les renseignements communiqués par Maître ROUSSET-ROUVIERE, notaire sis au 18, Rue Paradis - 13001 MARSEILLE ayant réglé la succession de Monsieur Félix BONDIL,

CONSIDÉRANT que le réaménagement de la décharge présente des déficiences constatées depuis 1994, et que le B.R.G.M. (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) a énoncé depuis 1996 des recommandations de réhabilitation du site,

CONSIDÉRANT que les successeurs de l'exploitant décédé le 25 Août 1992, sont Madame Marie-Paule BIGONET-BONDIL son épouse, et Monsieur Fabrice BONDIL son petit fils,

CONSIDÉRANT qu'en vertu d'une donation au dernier vivant, revêtue en la forme authentique le 11 Décembre 1991, Madame Marie-Paule BIGONET-BONDIL détient la moitié des biens et droits mobiliers et immobiliers en pleine propriété, et l'autre moitié indivise en usufruit par la déclaration d'option levée le 20 Janvier 1993 par acte authentique,

CONSIDÉRANT que Monsieur Fabrice BONDIL est nu-propiétaire pour la moitié indivise de la décharge,

CONSIDÉRANT qu'à défaut d'exploitant présent et solvable, si les propriétaires sont regardés comme ayant la garde du site ou de l'installation, ceux-ci sont tenus d'assurer la remise en état de ce site (jurisprudence constante ZOEGGER de la C.A.A. de LYON du 10 Juin 1997),

CONSIDÉRANT que Madame Marie-Paule BIGONET-BONDIL est détentrice de l'ensemble du site de la décharge à la fois en sa qualité de pleine propriétaire pour la moitié indivise, et usufruitière pour l'autre moitié,

CONSIDÉRANT qu'il appartient au nu-propiétaire en vertu de l'article 606 du Code Civil, d'assurer les grosses réparations, notamment les clôtures en leur entier,

CONSIDÉRANT que la Société SILIM ENVIRONNEMENT a acquis la branche d'activité d'assainissement de l'entreprise Félix BONDIL, la cession ne portant exclusivement que sur l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage attachés et le matériel, et ne comprenant aucun droit au bail et ne portant pas sur l'activité d'entrepreneur de travaux,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Madame Marie-Paule BONDIL, résidant 8, Avenue Frédéric Mistral à MARSEILLE (13008), détentrice des terrains cadastrés D0396, D0402, D0403, D1084, D1085, D1086, D1087 et D1088 situés au lieu-dit "La Plaine", sur la commune d'ENSUES-LA-REDONNE est tenue d'effectuer la remise en état du site de l'ancienne décharge de résidus industriels sise sur ces mêmes terrains et anciennement exploité par la Société BONDIL afin qu'il ne s'y manifeste plus aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Madame BONDIL plantera des panneaux d'informations à l'entrée des lieux d'accès de la décharge, pour prévenir des dangers qu'encourent les promeneurs en cas de circulation sur le site .

Madame BONDIL, pour la moitié indivise des terrains susvisés, en sa qualité de pleine propriétaire est tenue d'assurer la mise en sécurité du site en implantant des barrières au départ des sentiers d'approche.

ARTICLE 2

Monsieur Fabrice BONDIL, résidant 109, Avenue du Général de Gaulle à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), nu-propriétaire, pour l'autre moitié indivise des terrains susvisés est tenu d'assurer la mise en sécurité du site, en implantant des barrières au départ des sentiers d'approche.

Les frais correspondants à l'implantation des barrières, seront supportés pour moitié par Monsieur Fabrice BONDIL et pour l'autre moitié par Madame Marie-Paule BIGONET-BONDIL, c'est-à-dire au prorata de leurs droits respectifs.

Dans l'hypothèse où les droits de Madame Marie-Paule BIGONET-BONDIL venaient à s'éteindre sur ces terrains, Monsieur Fabrice BONDIL serait substitué aux obligations de celle-ci.

Ces barrières devront être implantées dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 - PRINCIPES DE LA RÉHABILITATION

La réhabilitation de la décharge suivra les recommandations du rapport B.R.G.M. n° R 3916 de décembre 1996.

Elle consistera pour l'essentiel et sur chacun des lieux de stockage (voir schéma en annexe 1 au présent arrêté) à :

- caractériser les déchets suspects (liquides imprégnant les terres en profondeur, sable de filtration...) par prélèvement d'échantillons et analyses, à cette fin, les caractérisations partielles déjà effectuées antérieurement pourront être utilisées,

- évacuer les déchets dont la présence est incompatible avec le réaménagement de la décharge,
- rassembler les déchets épars,
- recouvrir les déchets stockés de terre permettant une reprise de végétation en prenant les dispositions nécessaires pour éviter l'érosion de cette couverture par les eaux de ruissellement,
- mettre en sécurité le site au moyen de panneaux d'information judicieusement implantés et de barrières au départ des sentiers d'approche.

ARTICLE 4 - ÉCHÉANCIER ET CONDITIONS DE LA RÉHABILITATION

La personne bénéficiant de droit de propriété et détentrice du site est tenue de remettre à l'Inspection des Installations Classées pour accord avant travaux et dans les délais ci-après après notification au présent arrêté, les éléments suivants :

- un mois : → 30/05/03

Le plan des prélèvements d'échantillons et les analyses prévues pour caractériser les déchets suspects.

- deux mois : → 30/06/03

Le résultat des analyses réalisées sur les déchets suspects et une proposition motivée de leur devenir (maintien de leur stockage sur le site ou de leur évacuation). En cas d'évacuation, les filières d'élimination des déchets devront être précisées.

- quatre mois : 31/08/03

Le plan de la réhabilitation et des réaménagements, qui devra préciser :

- la nature, la situation, la quantité des déchets suspects évacués hors du site et les conditions de leur élimination,
- les travaux qui seront réalisés pour le réaménagement du site et ,en particulier, les modalités de mise en place de la couverture (nature des matériaux, épaisseur, prévention des érosions par ruissellement...).

La réhabilitation du site devra être réalisées huit mois après notification du présent arrêté.

Elle sera suivie, dans le délai de deux mois, d'un rapport remis à l'inspection des installations classées, qui devra notamment préciser, à l'aide de documents graphiques, les travaux réalisés et les résidus évacués (nature, origine géographique, quantité, élimination...) à cette fin.

ARTICLE 5 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Toutes les dispositions nécessaires devront être prises pour éviter les nuisances olfactives ou les risques de toxicité dans les différentes opérations : excavation, prélèvement, pompage, etc...

En cas de nuisances olfactives effectivement ressenties ou de risque de toxicité, toute ou partie des opérations de réhabilitation devront être suspendues sur simple demande de l'inspection des installations classées et le détenteur du site mettra en œuvre des modalités en conséquence.

ARTICLE 6

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 7

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation (panneaux d'affichage), à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible sur le site.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire d'ENSUES-LA-REDONNE,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 11 MAR 1977

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER

POUR COPIE CONFORME
par distribution
Le Chef de Bureau,


Martine INVERNION